

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Dossier

N° 363 du 21.06

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

Tiré à part

La trêve

La trêve entre Israël et le Hamas à Gaza entre en vigueur.

Trêve : 78% des palestiniens interrogées se sont dites favorables à la trêve

Trêve : 30% des israéliens interrogées se sont dites favorables à la trêve.

### 2 Les brèves

2-1 La trêve entre doutes et interrogations.

2-2 Gaza: les agriculteurs profitent de la trêve pour constater les dégâts.

2-3 Continuation de la trêve ? Tout dépend des Etats-Unis.

### 3 Dossier

3-1 Michel Warschawski : La trêve à Gaza : une défaite israélienne.

3-2 Point de vue de Doron Rosenblum : Moments d'accalmie dans un nid de coucou.

3-3 Benjamin Barthe (Le Monde): Le tracé de l'Etat palestinien vu par Israël, selon le négociateur Mohammed Shtayeh.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Les troupes des forces israéliennes d'occupation rompent la trêve à Gaza et tirent sur un pêcheur palestinien.

4-2 Une diplomate française retenue dix-sept heures au passage d'Erez.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 La colonisation n'affectera pas les négociations sur le statut final"

5-2 Quel futur pour Israël/Palestine? Un entretien avec Noam Chomsky et Ilan Pappé.

---

## Tiré a part

### La trêve

**La trêve est signée pour 6 mois.**

Cet accord très fragile porte sur 2 engagements

? L'arrêt des tirs de roquettes palestiniens

? L'arrêt des bombardements et intrusions Israéliennes

Un petit accord sur le fond, car rien n'est réglé en profondeur, mais un soulagement pour les populations qui vivent toujours dans la peur perpétuelle.

Malheureusement, si l'accord ne va pas plus loin, il sera forcément de courte durée.

Israël pourrait assouplir les contrôles aux points de passages entre les 2 pays si la trêve dure.

Si la trêve tient, le Hamas verrait son image renforcée au détriment du gouvernement de Mahmoud Abbas.

Mais surtout il deviendrait surtout un acteur incontournable des négociations aux yeux d'Israël.

L'accord de trêve prévoit aussi un allègement progressif du blocus imposé par l'Etat hébreu à la bande de Gaza, un territoire exigu de 362 km<sup>2</sup> où s'entassent 1,5 million de Palestiniens.

Le blocus a ruiné l'économie du territoire palestinien, déjà fragile: environ 80% des Palestiniens de Gaza dépendent de l'aide alimentaire.

Le calendrier de la trêve prévoit la réouverture progressive, en principe à partir de dimanche, des terminaux routiers reliant Israël et la bande de Gaza, fermés quasiment en permanence depuis la prise de pouvoir par le Hamas en juin 2007.

Source seconde partie : Joseph KRAUSS

AFP

21 juin,

---

## La trêve entre Israël et le Hamas à Gaza entre en vigueur.

Le point sur ce que l'on sait des termes de l'accord Israël-Hamas, conclu par l'intermédiaire de l'Egypte

L'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza a pris effet jeudi matin à 6h, un jour après que 30 roquettes Qassam se sont abattues sur les agglomérations israéliennes en bordure de la frontière.

Quelques minutes avant l'entrée en vigueur de la trêve, des avions israéliens ont tué un membre d'une équipe de lancement de roquettes du camp de réfugiés de Bureij. Selon des sources palestiniennes, l'homme faisait partie des milices du Hamas.

De son côté, le Hamas a indiqué que la marine israélienne avait tiré 4 obus dans les eaux de la ville de Gaza, juste après le début de la trêve. Mais ces obus sont tombés à quelque 300 m de la côte et il n'y avait aucune cible apparente dans la zone ; d'après des témoins, ce qui semble indiquer qu'il pourrait s'agir d'un exercice. L'armée israélienne n'a fait aucun commentaire.

La reprise de la livraison de produits depuis Israël vers la bande de Gaza par le passage de Sufa a eu lieu après le début du cessez-le-feu. Selon des sources militaires, le nombre de camions autorisés à livrer des produits augmenterait dimanche matin, passant de 60 à 80 ou 90.

Jeudi, Ehoud Olmert a averti le Hamas que ce cessez-le-feu constituait sa dernière chance avant une incursion militaire israélienne dans la bande de Gaza. Olmert a déclaré au quotidien australien Sydney Morning Herald que les Gazaouis en avaient « marre » du Hamas après des années de violences. (S)

Mercredi, au cours de la discussion sur la tahadiyeh, terme employé par les Palestiniens pour désigner la trêve, Olmert a dit qu'elle était « fragile et peut-être très courte ». Il a ajouté que l'accord indirect avec le Hamas n'oubliait pas le sort du caporal Gilad Shalit, détenu dans la bande de Gaza. Il a également souligné que cette trêve constituait la dernière chance du Hamas avant une opération militaire israélienne dans la bande de Gaza

En Cisjordanie, qui ne fait pas partie du cessez-le-feu, des troupes israéliennes ont arrêté jeudi matin 14 Palestiniens recherchés, et un officier israélien a été légèrement blessé lors d'un échange de tirs avec des miliciens de Naplouse.

Entre-temps, les forces israéliennes postées sur la frontière avec la bande de Gaza ont reçu des instructions de retenue. Elles sont censées éviter toute opération offensive. Selon ces instructions, les soldats sont autorisés à

répondre en cas de feu ennemi. Mais jeudi matin, les instructions n'étaient pas davantage précisées. Des sources au sein du Hamas ont précisé qu'il n'avait pas l'intention de déployer une force quelconque le long de la frontière pour prévenir toute opération israélienne. Ces sources ont indiqué : « Il y a une décision de toutes les factions selon laquelle chaque organisation s'occupera du cas de quiconque violerait l'accord. »

La branche armée du Hamas, Iz al-Din al-Qassam, a annoncé son intention de respecter le cessez-le-feu. Dans un communiqué publié alors que la trêve prenait effet, le groupe a déclaré que le cessez-le-feu « n'était en aucune manière un cadeau gratuit » et averti Israël pour toute violation éventuelle : « Les Brigades des Qassam (Iz al-Din al-Qassam) sont prêtes à lancer une frappe militaire qui secouerait l'entité sioniste au cas où elle ne respecterait pas tous les termes de l'accord. L'ennemi sioniste serait responsable de tout acte inconsidéré qu'il commettrait. »

Le Jihad islamique a également annoncé qu'il respecterait l'accord.

Le chef du département politique et sécurité au sein du ministère de la défense, le général (réserve) Amos Gilad, a déclaré mercredi à Ha'aretz que l'épreuve véritable de la trêve serait « la cessation totale des actes terroristes. Une seule roquette Qassam lancée par une petite faction, ce serait une violation flagrante de l'accord. Une seule Qassam peut tuer, et il faut garder à l'esprit qu'il s'agit d'une arme de peur. » Selon lui, le Hamas est en position d'imposer le respect de la trêve aux autres factions : « Ils en ont la capacité, c'est juste une question de volonté. »

#### Détails sur les termes de l'accord

Dans une première phase, les milices doivent stopper leurs attaques contre Israël et Israël doit cesser ses incursions. Si le calme prévaut, Israël allégera dimanche le blocus de Gaza en permettant un certain nombre de livraisons. Une semaine plus tard, Israël lèvera encore les restrictions imposées aux passages frontaliers, fermés à toute livraison autre qu'humanitaire.

Dans un avenir proche, les produits seront transférés par le point de passage de Sufa. Celui de Karni, fermé depuis l'année dernière, sera rouvert à une date indéterminée. L'establishment militaire souligne que les travaux de rénovation du point de passage de Kerem Shalom, gravement endommagé à la suite d'un attentat en avril dernier, n'avaient fait que commencer. 3 mois seront nécessaires avant la réouverture de Kerem Shalom. Ces sources militaires ont ajouté que le rythme des transferts de produits dépendrait du respect du cessez-le-feu par le Hamas.

Lors d'une dernière phase, les négociations aborderont l'exigence du Hamas de réouverture du passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte, ainsi que la libération de Gilad Shalit par le Hamas.

L'année dernière, Rafah a été fermé du jour au lendemain après le coup de force du Hamas à Gaza. Bien que Rafah se trouve sur la frontière Gaza-Égypte, Israël avait la faculté de le rendre inopérant à cause de la présence d'observateurs européens dont la sécurité dépendait de ses soldats. Depuis le coup de force du Hamas, Israël n'a pas donné de feu vert concernant la garantie de sécurité des Européens.

Le ministère de l'intérieur du Hamas a adressé jeudi un email à des journalistes, dans lequel il affirme que 260 Palestiniens bloqués en Égypte après y avoir recherché un traitement médical étaient retournés à Gaza pendant la nuit par Rafah. 5 517 Gazaouis, dont des étudiants et des Palestiniens résidant à l'étranger, ont demandé à partir [d'Égypte] si Rafah était rouvert. « Nous espérons de très bonnes nouvelles dans les prochains jours », dit le ministère, suggérant qu'une ouverture temporaire pourrait permettre à ces personnes de rentrer à Gaza.

Par ailleurs, le général Amos Gilad a déclaré qu'une partie importante des pourparlers qui auront lieu mardi prochain en Égypte sera consacrée au sort de Gilad Shalit. « Il a été accepté qu'il y aurait un gros effort sur cette question », a-t-il dit en ajoutant qu'il existait une base pour que des pourparlers sérieux reprennent. Une source politique haut placée a d'ailleurs affirmé mercredi que les négociations sur Shalit reprendraient mardi prochain en Égypte. Ofer Dekel, chargé par le premier ministre du dossier des soldats enlevés, se rendra au Caire où il rencontrera Omar Suleiman, chef du renseignement égyptien. Des sources palestiniennes ont confirmé mercredi que des discussions intensives sur un échange de prisonniers débuteraient la semaine prochaine.

**Source :** Liste de diffusion La Paix Maintenant

Ha'aretz, 19 juin 2008

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/994148.html>

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

---

## Trêve : 78% des palestiniens interrogés se sont dites favorables à la trêve.

Un accord de trêve dans la bande de Gaza est négocié depuis plusieurs mois par Israël et le Hamas par l'entremise de l'Égypte, où un émissaire israélien est arrivé jeudi pour de nouvelles discussions sur cette question. (afp/7sur7)

a) Côté palestinien, 78% des personnes interrogées se sont dites favorables à la trêve, mais seulement si elle englobe aussi la Cisjordanie et permet la levée du blocus imposé à la bande de Gaza.

Ce taux de soutien baisse de 20% si la trêve n'inclut pas la Cisjordanie et ne conduit pas à la levée du blocus.

Enquête d'opinion réalisée par l'Institut de recherche Harry S. Truman pour la promotion de la paix, relevant de l'Université hébraïque, et le Palestinian Centre for Policy and Survey Research.

Le sondage a été réalisé sur un échantillon de 1.006 Israéliens et 1.270 Palestiniens. Sa marge d'erreur est de 3%.

---

## Trêve : 30% des israéliens interrogés se sont dites favorables à la trêve.

Une majorité d'Israéliens est opposée à un accord de trêve avec le Hamas dans la bande de Gaza, surtout s'il ne garantit pas la libération d'un soldat israélien détenu dans le territoire palestinien, selon un sondage publié jeudi. 68% des personnes interrogées se sont dites contre une trêve si elle ne prévoit pas la libération du soldat Gilad Shalit, enlevé en juin 2006 lors d'une attaque d'un commando palestinien à la lisière de la bande de Gaza, contre 30% de l'avis contraire, selon le sondage.

Même si un tel accord devait garantir la libération de Shalit, 50% d'Israéliens y sont opposés alors que 47% le soutiennent, d'après l'enquête d'opinion réalisée par l'Institut de recherche Harry S. Truman pour la promotion de la paix, relevant de l'Université hébraïque, et le Palestinian Centre for Policy and Survey Research.

Le sondage a été réalisé sur un échantillon de 1.006 Israéliens et 1.270 Palestiniens. Sa marge d'erreur est de 3%.

12/06/08 16h16

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 La trêve entre doutes et interrogations.

Pour le million et demi de palestiniens qui habitent dans la bande de Gaza, c'est une année de privations qu'ils veulent voir derrière eux : "J'espère qu'ils vont ouvrir les points de passage, et laisser passer des produits, qu'on puisse vivre comme les autres pays, dignement..".

Les pêcheurs de Gaza ont repris leur travail dès l'entrée en vigueur de la trêve, pour certains il était temps : "Nous voulons vivre comme tout le monde, dans la paix, et la sécurité, personne n'aime la guerre, nous voulons vivre tranquilles. Ça fait deux ans et demi que nous ne pouvons plus aller pêcher en mer".

La pêche n'est pas la seule activité économique sinistrée. Les principaux secteurs, paralysés de force, ont subi les faillites, le départ des entrepreneurs, l'effondrement est total.

Les pertes s'élèvent à plus de 193 millions d'euros dans l'immobilier, le textile, l'agriculture et le bâtiment... A plus de 29%, le chômage frôle 39% à Khan Younes.

Dans cette plaine agricole près du point de passage de Karni, les agriculteurs espèrent pouvoir revenir s'occuper de leurs cultures. Ces derniers mois, ils ont subi les tirs israéliens qui visaient des miliciens, en plus de l'embargo sur leurs exportations.

Certains habitants d'Israël ne voient dans cette trêve qu'une manoeuvre du Hamas. "Elle n'a qu'un seul message : celui d'une réorganisation du Hamas.

Avec ce cessez-le-feu, le Hamas est montré à ses militants en vainqueur, il leur apportera plus de nourriture et de vêtements".

*EuroNews Jeudi 19 juin*

---

### 2-2 Gaza: les agriculteurs profitent de la trêve pour constater les dégâts.

Mazen déblaie les restes blanchis et desséchés de dizaines d'oliviers détruits dans une incursion israélienne: dans la bande de Gaza, les agriculteurs constatent les dégâts sur leurs terres, au troisième jour de la trêve entre le Hamas et [Israël](#).

Les Israéliens viennent avec des chars et des bulldozers", estime Mazen Mouhanna.

Il montre de la main les sillons des chars mêlés aux branches brisées de ses arbres.

Son champ, situé à Al-Qarara, dans le sud du territoire, à quelques kilomètres de la frontière, a été dévasté il y a moins de deux semaines: "Mon père a planté ces arbres. Ils sont plus vieux que moi et j'ai 45 ans. Mais ils (les Israéliens) les ont détruits en moins d'une minute".

Après plusieurs mois de raids israéliens quasi quotidiens et de pénurie de denrées alimentaires et de carburant, l'accord de trêve, négocié par l'entremise de l'Egypte, a été accueilli avec soulagement par la population.

Mais dans les champs situés à proximité du territoire israélien, la tension reste palpable.

Siham Smeri n'a pas cultivé sa terre depuis deux ans. Elle explique que les soldats israéliens continuent de tirer en l'air quand les agriculteurs s'approchent de la frontière.

"Au premier jour de la trêve, nous sommes montés sur une colline proche de la frontière (avec Israël). Un soldat arabe israélien a crié: "Partez d'ici ou nous allons vous tirer dessus et rompre la trêve", relate-t-elle.

Depuis, Siham ne s'est plus aventurée sur sa terre...

Source : Joseph KRAUSS

AFP

21 juin,

---

### 2-3 Continuation de la trêve ? Tout dépend des Etats-Unis.

Dénouement de la crise libanaise, trêve à Gaza, reprise des négociations israélo-syriennes: mais tout reste suspendu à la prochaine élection présidentielle aux Etats-Unis, selon des analystes.

Résultat de "l'absence de rôle" de Washington dans cette période électorale aux Etats-Unis, ou de "l'échec" de la politique américaine, ils estiment que cet apaisement a pu être réalisé parce que les parties régionales ont pris le dessus.

"Les Etats-Unis sont absents en raison de la campagne électorale, ce qui a permis aux parties régionales de se lancer dans une activité diplomatique qui a réalisé des succès partiels, mais cela ne signifie pas une véritable stabilisation du Proche-Orient", affirme Amr Hamzoui, un expert du Carnegie Endowment for International Peace à Washington.

"C'est une période de pause temporaire", affirme Gamal Abdel Gawad, chercheur du Centre d'études politiques et stratégiques d'Al-Ahram du Caire.

"Le désamorçage partiel des crises a pour but d'éviter une explosion, mais les inquiétudes persistent car le dossier nucléaire iranien n'a pas été réglé et Israël est toujours préoccupé par le Hamas, le Hezbollah et l'alliance syro-iranienne", dit-il.

Selon lui, "l'initiative est venue des parties régionales qui souhaitent réaliser chacune des gains tactiques en attendant que les choses s'éclaircissent à la Maison Blanche" après la présidentielle de novembre.

L'administration de George W. Bush a "fini par appuyer ces initiatives après un constat d'échec de sa politique visant à isoler la Syrie, l'Iran, le Hezbollah et les mouvements arabes radicaux comme le Hamas", poursuit-il.

"Washington ressemble à un homme qui a décidé d'escalader un arbre et qui ne savait plus comment redescendre. L'administration Bush croyait que le processus lancé à la conférence d'Annapolis (novembre 2007) pour parvenir à une paix israélo-palestinienne lui servirait d'échelle, ce qui n'a pas été le cas" note-t-il.

Pour l'ex-député arabe-israélien Azmi Béchara, "il est très prématuré de parler d'une vraie détente, nous assistons plutôt à une usure de la politique des néo-conservateurs entourant M. Bush".

Résultat, selon lui, "les parties arabes modérées ont constaté l'échec de leur pari, notamment le président palestinien Mahmoud Abbas qui, faute d'avoir obtenu d'Israël ce qui lui permet de sauver la face, contrairement aux promesses américaines, a dû se rétracter en appelant à une reprise du dialogue avec le Hamas pour une entente nationale".

Mona SALEM

AFP –

Jeudi 19 juin,

---

## 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1

#### Michel Warschawski : La trêve à Gaza : une défaite israélienne.

L'accord de trêve conclu hier entre le gouvernement israélien et le Hamas est une double victoire pour le parti islamique palestinien.

Tout d'abord, il a réduit à néant la décision israélienne de ne pas traiter avec le Hamas : Ehud Olmert n'avait d'autre choix que de négocier, indirectement, avec une organisation avec laquelle il prétendait ne jamais parler. Ensuite, Israël a été obligé de cesser son agression meurtrière contre Gaza et sa population.

Contrairement à ce qu'écrivent la plupart des journaux israéliens ce matin, le récent cycle de violence n'avait pas commencé avec les roquettes Qassam sur Sderot, mais avec la décision israélo-étasunienne de placer Gaza sous siège, d'imposer un embargo international sur une population de plus d'un million cinq cent mille civils et d'envoyer des centaines de tonnes de bombes et d'obus sur ce petit territoire surpeuplé pour essayer de pousser la population de Gaza à se débarrasser du gouvernement qu'elle avait elle-même démocratiquement élu.

Comme quiconque qui n'est pas contaminé par l'arrogance coloniale l'a certainement compris, la violence militaire israélienne n'a fait que renforcer la popularité du gouvernement élu. On aurait pu s'attendre à ce qu'Olmert et ses généraux tirent quelque leçon du fiasco libanais de 2006 où, en réaction aux bombardements massifs israéliens et aux destructions dans Beyrouth, Tyr et Bint Jbeil, la plus grande partie du peuple libanais s'est rassemblée derrière le Hezbollah, y compris toutes ces femmes et tous ces hommes qui n'étaient certainement pas des sympathisants du Hezbollah. La fierté et la dignité sont des éléments qui rentrent dans le jeu politique, mais l'histoire a prouvé maintes fois que les gouvernements coloniaux n'étaient pas capables de les prendre en considération.

L'échec de la stratégie qui visait à imposer des changements par la force militaire ne représente pas seulement une défaite pour Israël, c'est un échec de plus pour l'ensemble de la stratégie néoconservatrice US de « guerre préventive permanente contre le terrorisme ». De l'Afghanistan au Liban, de l'Iraq à la Palestine, la stratégie US a échoué, comme cela a été confirmé par le rapport Baker-Hamilton. Et la plus grande partie de l'establishment dominant aux USA prie actuellement pour que, jusqu'à ce qu'il ait définitivement disparu de la scène politique d'ici quelques mois, le président Bush ne lance pas une dernière agression dans une tentative malheureuse pour inverser ce qui a échoué de façon si pathétique au cours de la dernière décennie, un échec qui a coûté la vie à des centaines de milliers de civils innocents, surtout au Moyen-Orient.

En 2006, Israël a été obligé de se retirer du Liban, laissant derrière lui un gouvernement pro-américain plus faible qu'avant. Aujourd'hui, en 2008, Israël signe une trêve avec le Hamas, qui conduit à un renforcement du pouvoir et de la popularité du Hamas en Cisjordanie aussi bien que dans la bande de Gaza.

Benjamin Netanyahu a raison quand il pointe l'échec de la stratégie de guerre d'Olmert/Bush. Mais l'alternative qu'il propose à l'échec du siège et des bombardements brutaux de Gaza, c'est encore plus de brutalité, un siège plus dur et des pressions internationales plus fortes sur la population palestinienne.

Ce qui ne marche pas avec la violence peut-il marcher avec plus de violence ? Très improbable ! La fierté et la dignité sont parfois plus fortes que la force militaire.

Michel Warschawski

publié le vendredi 20 juin 2008.

Alternative Information Center

traduction : JPP

---

## 3-2 Point de vue de Doron Rosenblum : Moments d'accalmie dans un nid de COUCOU.

Réflexions sur la trêve Israël-Hamas sous forme d'éloge de la prudence et de l'humilité.

Beaucoup de mots entre guillemets : Rosenblum aime bien "déconstruire" (un peu) le langage]

Même le mot hébreu soigneusement choisi pour désigner la situation nouvelle (regi'a, accalmie) atteste la condition clinique dans laquelle à la fois Israël et le Hamas se retrouvent aujourd'hui.

Pas d'"accord provisoire", de "cessez-le-feu" ni de "trêve", termes qu'il est de coutume d'employer entre des armées et des Etats pris dans un conflit ordinaire, mais "accalmie", qui renvoie aux images de cinéma où l'on voit des malades mentaux enragés conduits à l'hôpital psychiatrique. Dans le nid du coucou, quelqu'un a perdu les pédales, a pris un électrochoc ou un tranquillisant et dort maintenant calmement dans sa cellule capitonnée.

Alors que s'intensifiaient les efforts pour ramener le calme, ils ne faisaient que révéler encore plus clairement la folie de la bagarre, où l'un des côtés ne tire que parce qu'il le peut et l'autre ne tire que parce qu'il ne peut pas ne pas tirer, où la souffrance d'un côté est compensée par la satisfaction de voir la souffrance infligée à l'autre. "Victoire" ? Aucun des deux ne saurait dire en quoi elle consisterait.

Pendant des années, Israël, par une attitude qu'on pourrait qualifier de "snobisme sécuritaire", a tenté de se dissocier avec dégoût des organisations terroristes et de leur logique (pour nous) de dingues. Mais, insensiblement, Israël a été happé par cette même sorte de mentalité. Le Hamas et Israël (surtout Israël) parlent de «victoire», non en termes diplomatiques mais machistes. Le vainqueur est celui qui tue le plus, ou qui tue le dernier. Il n'est pas étonnant que, jusqu'au dernier moment, les deux côtés étaient encore engagés dans une bataille qui détermine «qui [aurait] le dernier mot» (cf. notre dernier article :

<http://www.lapaixmaintenant.org/article1815> ), c'est-à-dire qui se débrouillerait pour frapper l'autre plus fort avant de s'effondrer chacun, épuisés, l'un sans paix et l'autre sans Etat.

Pour de nombreuses raisons, logiques et empiriques, les adversaires de cette accalmie ont raison, en particulier quand on tire les leçons du désengagement de Gaza, du renforcement militaire du Hezbollah et de l'oubli volontaire par Israël des mouvements de missiles le long du canal de Suez

-1après la Guerre d'usure (1). Et pourtant, au-delà de la question pratique consistant à savoir qui (y compris Youval Steinitz lui-même) suivrait le député Steinitz (2) et ses copains, qui appellent Israël à "pénétrer dans Gaza", "frapper un coup mortel" et "vaincre le terrorisme", alors qu'eux-mêmes avouent ne pas savoir exactement évaluer ni le coût ni les conséquences de ce qu'ils proposent, nous devons avouer qu'en général, Israël n'agit que quand il n'a pas le choix, ou quand la situation est devenue réellement très grave. Qu'y pouvons-nous ? C'est une faiblesse, si l'on peut dire.

De fait, une guerre d'usure tous azimuts est encore en cours entre Israël et ses ennemis. Et, dans cette guerre, Israël, de par sa nature démocratique et son souci pour la vie de ses citoyens, succombe toujours le premier. Ni les postures martiales ni l'évocation de "dissuasion" en "ayant le dernier mot"

ne peuvent dissimuler ce fait. Mais n'est-ce pas en réalité la preuve d'une certaine santé mentale ? Car il faut être véritablement fanatique et fou, comme le Hamas, comme Al-Qaida, pour ne pas sentir l'usure de la guerre, justement, et peut-être ne faut-il pas avoir honte de cette faiblesse qui est la nôtre. Laissons le Hamas avoir le «dernier mot» et déclarons sa victoire dans la boue et l'huile à fusils de Gaza. Israël vivra et prospérera, comme il l'a toujours fait pendant les éclaircies entre deux nuages de guerre.

Ces jours-ci, on dénonce la "faiblesse" et "l'indécision" de nos dirigeants (exactement comme était critiqué leur «esprit de décision» au début de la guerre du Liban), et la dernière mode est de lancer la meute sur Ehoud Barak : de demander ce qui est arrivé à sa fameuse résolution à la hache ; de moquer ses "hésitations", ses "bégaiements" et les "messages peu clairs" qu'il délivre aujourd'hui. Mais, dans la logique complexe et imprévisible du Moyen-Orient, il se peut que cette hésitation et cette prudence constituent la forme de santé mentale aujourd'hui nécessaire, ou possible, chez ceux qui se sentent encore un peu responsables de notre sort. Peut-être l'homme a-t-il appris de ses erreurs et de celles des autres. Sans nous laisser emporter par l'enthousiasme (dans la maison de fous du Moyen-Orient, après tout, qui est lucide et modéré le matin peut piquer une crise le soir), il faut reconnaître que cette humilité momentanée a comme un parfum de grâce.

C'est vrai, la logique froide dit d'aller écraser l'ennemi en temps voulu. Mais, comme pour le tango, il faut être deux pour pratiquer la logique. Au Moyen-Orient, il a été prouvé plus d'une fois que la plus logique des décisions pouvait mener à la plus cruelle des surprises.

(1) La «Guerre d'usure» entre Israël et l'Égypte (bombardements réciproques le long du canal de Suez entre 1968 et 1970) est considérée et répertoriée, au moins en Israël, comme une guerre en soi (ndt).

(2) Youval Steinitz (Likoud), ancien président de l'influente commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, est le représentant par excellence de la droite israélienne dure et va-t'en-guerre (ndt).

Doron Rosenblum

Ha'aretz, 20 juin 2008

Traduction : Gérard pour La Paix Maintenant

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/994599.html>

---

### 3-3 Point de vue de C.Ayad & D.Mattheissent : Israël et le Hamas, de trêve lasse.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

#### Extraits

Bande de Gaza. Sous la pression de populations usées, les deux camps se sont entendus.

La journée d'hier a commencé comme d'habitude dans la bande de Gaza, par un bilan : six Palestiniens tués dans trois raids d'hélicoptères israéliens.

C'est en début d'après-midi qu'elle est sortie de l'ordinaire, lorsque l'agence officielle égyptienne a annoncé la conclusion d'une trêve entre Israël et le Hamas. L'arrêt des tirs de roquettes palestiniens vers l'Etat hébreu et des incursions et bombardements israéliens est censé entrer en vigueur à partir de 6 heures du matin demain. Israël et le mouvement islamiste, qui contrôle la bande de Gaza depuis un an, négociaient depuis des semaines par l'intermédiaire de l'Egypte, puisqu'ils n'entretiennent aucun contact direct. Le Caire, dont le chef des services de renseignements, Omar Souleimane, s'est dépensé sans compter pour arracher cet accord, a promis de lutter efficacement contre le trafic d'armes vers la bande de Gaza.

#### Prisonniers.

Mais Israël, comme le Hamas, a dû revoir ses exigences à la baisse.

Le Hamas réclamait la levée du blocus de la bande de Gaza : elle sera graduelle et conditionnée à la bonne application de la trêve.

Israël exigeait aussi la libération du caporal Gilad Shalit, enlevé en lisière de la bande de Gaza par des activistes palestiniens il y a deux ans, en échange d'un arrêt des incursions et bombardements. L'Etat hébreu a dû renoncer à cette exigence dans l'immédiat et le sort du caporal a été renvoyé à des discussions ultérieures. Le Hamas, qui a transmis la semaine dernière une lettre de Shalit, souhaite obtenir la libération de plusieurs centaines de prisonniers palestiniens, dont le plus célèbre d'entre eux, Marwan Barghouti, le chef du Fatah pour la Cisjordanie emprisonné depuis 2003 et condamné à la détention à perpétuité par un tribunal israélien. Barghouti, qui a déjà annoncé son intention de se présenter à la présidentielle palestinienne, reste une carte maîtresse dans les mains d'Israël dans le cadre des tumultueuses relations entre le Fatah et le Hamas. Les deux partis palestiniens ont d'ailleurs entamé, sous l'égide du Yémen, des discussions en vue d'une réconciliation encore très hypothétique. Cette trêve ne peut qu'alléger la pression sur le président palestinien Mahmoud Abbas, accusé de négocier avec Israël alors qu'1,5 million de Palestiniens subissent de plein fouet les rigueurs du blocus israélien. Pour la population de Gaza, que le blocus et les restrictions de voyager a mis à genoux, l'annonce de cette trêve est un soulagement.

Mais chacun reste circonspect tant les échecs passés incitent à la prudence. Côté israélien aussi, le scepticisme domine. Limor Livnat, députée du Likoud (opposition), a déclaré à la radio militaire : *« Cette trêve ne mène nulle part et ne fait que fragiliser notre sécurité. Ce sera peut-être calme pendant quelques mois mais ils [le Hamas] disent eux-mêmes qu'ils recommenceront. [...] Nous aurions dû refuser ces négociations avec le Hamas qui vont à l'encontre de tous les principes de l'Etat d'Israël. [...] Nous ne pouvons pas nous contenter de "peut-être dans un deuxième temps" concernant la libération de Gilad Shalit. »* Lundi, devant la commission des Affaires étrangères et de la défense de la Knesset, Yossi Beiditz, chef du département de la recherche des renseignements militaires israéliens, déclarait : *« Si une trêve est conclue avec le Hamas et les groupes terroristes, elle sera temporaire et fragile. »* Le chef d'état-major de l'armée, le général Gaby Ashkenazi, a renchéri : *« L'armée donne son feu vert à une telle trêve, tout en se préparant à agir. »*

CHRISTOPHE AYAD et DELPHINE MATTHIEUSSANT

QUOTIDIEN : mercredi 18 juin 2008

---

### 3-2 Benjamin Barthe (Le Monde): Le tracé de l'Etat palestinien vu par Israël, selon le négociateur Mohammed Shtayyeh.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Assis à son bureau situé sur les hauteurs de Ramallah, Mohammed Shtayyeh, l'un des membres de l'équipe de négociateurs palestiniens pilotée par l'ancien premier ministre Ahmed Qoreï, saisit un stylo et esquisse sur une feuille volante la carte de la Cisjordanie telle que l'envisagent ses homologues israéliens au terme de l'accord de paix en cours de discussion.

Son trait reproduit d'abord les contours de la barrière de séparation qui englobe les principaux blocs de colonies et annexe de facto 8 % de terres palestiniennes. Puis il délimite une large bande hachurée, le long de la vallée du Jourdain, considérée comme une "zone de sécurité". Et, enfin, il exclut la région de Jérusalem, dont les négociateurs israéliens, dirigés par la ministre des affaires étrangères, Tzipi Livni, refuse pour l'instant de parler.

"Vous voyez que la proposition israélienne n'est pas sérieuse", s'exclame Mohammed Shtayyeh, directeur du Conseil palestinien pour la reconstruction et le développement et, à ce titre, responsable du dossier des infrastructures dans les négociations avec l'Etat hébreu.

Le Monde n'a pas été en mesure de recouper les affirmations de M. Shtayyeh auprès de sources israéliennes.

"Nous ne divulguons pas les détails des négociations. Les discussions sont difficiles mais nous progressons", se borne à déclarer Aryeh Mekel, le porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Cependant, les quelques fuites parues dans la presse ainsi que d'autres entretiens menés sous le couvert de l'anonymat avec un diplomate étranger et avec deux autres négociateurs palestiniens tendent à corroborer les propos de M. Shtayyeh. Leur précision rompt avec le quasi-mutisme auquel les négociateurs palestiniens se sont astreints depuis la relance des pourparlers de paix, en novembre 2007, lors de la conférence d'Annapolis aux Etats-Unis.

Tout en exprimant leur scepticisme quant à la possibilité d'aboutir à un accord de paix d'ici à la fin de l'année conformément au vœu du président américain George Bush, ceux-ci ont toujours évité de rentrer dans les détails des cartes.

Sept mois après la grand-messe d'Annapolis, alors que la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice effectuait ce dimanche une énième navette dans la région, les révélations de M. Shtayyeh trahissent donc le profond désenchantement, pour ne pas dire le ras-le-bol, qui anime la délégation palestinienne. "Nos approches sont complètement antithétiques, explique un négociateur palestinien.

La nôtre consiste à partir du droit international et des frontières de 1967 et à négocier, sur cette base, quelques arrangements.

Celle des Israéliens consiste à partir des faits accomplis sur le terrain.

Ils disent que le droit international n'a rien à voir avec notre conflit. Ils affirment qu'ils ont un titre de propriété sur Eretz Israël (la terre d'Israël), qu'il ne s'agit pas de nous rendre des territoires, mais de nous en donner."

Sur le fond, le croquis de M. Shtayyeh révèle deux éléments importants de ces négociations. Le premier est que l'Etat hébreu entend faire de la barrière de séparation sa frontière orientale avec les Palestiniens, contrairement à ses déclarations officielles et alors même que cet ouvrage a été jugé illégal par la Cour internationale de justice de La Haye. La présence au sein de l'équipe de négociation israélienne du colonel de réserve Dany Tirza, l'homme qui a dessiné le tracé de la barrière sous la dictée du premier ministre Ariel Sharon, est à ce titre révélatrice.

Le second élément important est qu'Israël, conformément à ses positions passées, ambitionne de conserver une forme de contrôle sur la vallée du Jourdain, une zone que les Palestiniens revendiquent comme leur frontière avec le royaume jordanien. "Nos homologues refusent d'aborder ce dossier avant d'avoir négocié des arrangements sécuritaires", assure un membre de la délégation palestinienne.

Et qu'en est-il de l'échange de terre, ce principe élaboré en 2000, à la fin du processus d'Oslo, par lequel Israël monnayerait l'annexion de certaines colonies par une cession aux Palestiniens d'une partie de ses terres ?

D'après un diplomate étranger familier du dossier, "la carte israélienne ne fait pas mention" d'un tel mécanisme.

"L'idée des Israéliens est que le corridor prévu entre Gaza et la Cisjordanie vaut plus que la superficie exacte sur lequel il est établi, dit-il. Ils envisagent également de donner aux Palestiniens un accès au port d'Ashdod."

Confrontés à cette carte, qui est à la fois lacunaire (sur le statut de Jérusalem), floue (sur la question de la vallée du Jourdain) et expansionniste (le long de la barrière), les adjoints d'Ahmed Qoreï peinent à progresser, même sur les dossiers les moins sensibles. "Comment traiter de la question des infrastructures s'il n'est pas possible de parler de l'aéroport de Qalandiya (inclus dans les frontières municipales de Jérusalem, donc exclu des négociations) ?", s'interroge Mohammed Shtayyeh. "Comment faire avancer les tractations économiques, si l'on ne sait pas où seront situés les postes-frontières et donc les douanes ?", ajoute-t-il.

La carte palestinienne semble beaucoup plus détaillée. D'après un diplomate étranger qui a pu l'examiner, elle suppose qu'Israël ne s'empare que de 2 % de la Cisjordanie et prévoit un échange de terres de taille et de qualité similaires. "Les pourparlers avancent très doucement, dit-il. A ce stade, il est normal que les négociateurs soient tentés de durcir leurs positions pour maximiser leurs gains. Il n'empêche qu'en comparant ces deux cartes, l'israélienne et la palestinienne, on se rend compte que l'écart entre les deux camps est un véritable gouffre.

*Benjamin Barthe - Le Monde du 18 juin 2008*

Publié par Al-Oufok

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=4764](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4764)

---

## 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Les troupes des forces israéliennes d'occupation rompent la trêve à Gaza et tirent sur un pêcheur palestinien.

Au moins 3 violations israéliennes de la toute nouvelle trêve, parrainée par l'Egypte, dans la Bande de Gaza ont été répertoriées quelques heures après le début du cessez-le-feu, jeudi ; les troupes des forces israéliennes d'occupation ont ouvert le feu, à la mitrailleuse, sur des pêcheurs palestiniens et des fermiers.

Par Palestine Info

Selon les sources palestiniennes locales, les navires israéliens ont tiré sur des pêcheurs palestiniens qui essayaient de gagner leur vie ; il n'y a pas eu de blessés.



A l'est de Khan Younis, les chars et l'artillerie israéliens ont tiré sur des fermiers palestiniens à Khuza'a, qui, selon les sources, profitaient de la trêve pour récolter leurs cultures, en plus d'une autre attaque sur les maisons de villageois palestiniens, à l'est de Qarara ; ces attaques israéliennes n'ont pas fait de blessés.

Les médias hébreux ont reconnu les violations de la trêve par leurs troupes, prétendant que les pêcheurs palestiniens étaient en train de pêcher dans une zone "interdite", obligeant, a ajouté la source hébreu, les navires israéliens à leur tirer dessus. Les sources n'ont cependant donné aucune explication aux tirs à Qarara.

### Réussite du Hamas

Entre temps, les analystes politiques israéliens ont convenu que la trêve était une grande réussite du Mouvement Hamas "à tous les points de vue", remarquant que le Mouvement accroîtait son pouvoir militaire pendant la durée de la trêve.

Alex Fishman, analyste militaire au quotidien hébreu Yedioth Ahronoth, a dit que l'accord de trêve s'améliorerait encore, en dépit des déclarations des dirigeants politiques et militaires israéliens selon lesquelles la trêve était fragile et temporaire.

Il a ajouté que le côté israélien avait été obligé d'abandonner sa demande de lier le cas du caporal des FIO Gilad Shalit capturé, à l'accord de trêve ; pourtant, a-t-il ajouté, la seule chose qui peut être considérée comme une réussite pour Israël est la promesse égyptienne de lutter contre la contrebande d'armes entrant dans la Bande de Gaza par les tunnels, aux frontières Gaza-Egypte.

Pour sa part, l'analyste militaire du quotidien hébreu Maariv, Amir Rapaport, a affirmé que le Hamas avait réussi à imposer ses conditions à Israël en maintenant le cas de Shalit en dehors de l'accord, ajoutant que les tactiques d'usure utilisées par le Hamas contre Israël avaient réussi à forcer Israël à lever le siège sur les points de passage de Gaza ce qui, a-t-il indiqué, renforcera la position du Hamas sur la scène internationale comme Mouvement fort sur le terrain.

Il a aussi appuyé les prévisions de Fishman sur le renforcement de la force militaire du Hamas par la fabrication de davantage d'armes et l'entraînement de ses combattants, ce qui, a-t-il précisé, coûtera cher aux troupes des FIO en cas de tentative d'envahir Gaza.

De plus, Rapaport a mis en relief que l'accord de trêve enverrait un message clair au monde arabe qu'Israël ne comprend que le langage de la force, décrivant l'accalmie comme un "coup sévère" au chef de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas qui, selon le journaliste israélien, a négocié avec les Israéliens pendant longtemps mais n'a retiré aucun fruit de ces négociations.

Source : [Palestine Info](#)

Vendredi 20 Juin 2008

Traduction : MR pour ISM [http://www.alterinfo.net/Les-troupes-des-forces-israeliennes-d-occupation-rompent-la-treuve-a-Gaza-et-tirent-sur-un-pecheur-palestinien\\_a20977.html?PHPSESSID=7caac2204da525016086adb8b0c3d683](http://www.alterinfo.net/Les-troupes-des-forces-israeliennes-d-occupation-rompent-la-treuve-a-Gaza-et-tirent-sur-un-pecheur-palestinien_a20977.html?PHPSESSID=7caac2204da525016086adb8b0c3d683)

---

## 4-2 Une diplomate française retenue dix-sept heures au passage d'Erez.

Franchir le point de passage d'Erez, au nord de la bande de Gaza, pour pénétrer en Israël est rarement une chose simple. Les contrôles sont tatillons, l'attente interminable et le cheminement inconfortable dans les différents sas. Mercredi 11 juin, une diplomate française, Catherine Hyver, consul adjointe de France à Jérusalem, ainsi qu'un agent de sécurité de la représentation française l'ont expérimenté. En pire. Pendant dix-sept heures, du mercredi à 16 h 30 au jeudi matin 9 h 30, ces deux personnes disposant d'un passeport diplomatique ont été retenues dans les locaux de ce terminal, sans boire ni manger, parce qu'elles ont refusé, comme l'autorisent les pratiques diplomatiques internationales, que leur véhicule, doté de la plaque diplomatique, soit fouillé.

Au départ, cinq personnes se trouvaient à bord du véhicule diplomatique. Dont un photographe qui eut la malencontreuse idée de laisser son matériel dans la voiture avant d'emprunter la file de contrôle réservée aux non-diplomates.

Les agents diplomatiques ayant affirmé que tout ce qui se trouvait à bord de leur voiture leur appartenait, y compris l'équipement du photographe, ils furent immédiatement accusés par les responsables de la sécurité d'être "des menteurs". Ceux-ci exigèrent alors une fouille complète du véhicule bien que le matériel du photographe ait pu être examiné de fond en comble. La fouille étant contraire aux usages diplomatiques et notamment à la convention consulaire de Vienne de 1963, Mme Hyver s'y est opposée.

Rien n'y a fait. Pas plus les interventions de l'ambassade de France à Tel-Aviv, du consulat général à Jérusalem, du ministère israélien de la défense. Les diplomates ont proposé de sortir tous les bagages. Ce n'était pas suffisant. Un responsable du Shin Bet (sécurité intérieure) n'a cessé d'invectiver les deux diplomates. Les trois compagnons des deux "naufragés d'Erez" ont quant à eux pu finalement franchir la frontière. Vers 23 heures, le terminal a fermé ses portes. Le personnel est parti, laissant les deux diplomates assis sur des chaises en plastique dans un hall puissamment éclairé, sans une goutte d'eau, ni une miette de pain, avec les moustiques pour seuls compagnons. A leur demande, des soldats les ont accompagnés aux toilettes. A 7 heures du matin, après une nuit sans sommeil, il a fallu parler longtemps avec la nouvelle équipe pour pouvoir accéder à la machine à café. Voyant que la sécurité israélienne n'était pas prête à céder, que la tension montait, Mme Hyver et son compagnon d'infortune ont fini par céder. La voiture fut entièrement vidée, le contenu passé aux rayons X, y compris le courrier diplomatique.

UNE VIOLATION DES CONVENTIONS

Selon les conventions de Vienne qui réglementent les usages diplomatiques et consulaires, les voitures sont assimilées à des locaux et sont donc inviolables. Mais depuis le début de l'année, les Israéliens ont, plusieurs fois, passé outre ces mesures de protection diplomatique. Le consul général de France, Alain Rémy, a ainsi été retenu pendant plus de trois heures, le 25 janvier, au check-point de Bethléem après avoir, lui aussi, refusé d'ouvrir le coffre de la camionnette qui le suivait et transportait des cadeaux de Noël pour des religieuses. La même mésaventure est arrivée au Père Charles-Eugène Galichet qui, ayant oublié son passeport de service, a été, pendant six heures, empêché de franchir le même check-point puis conduit au commissariat pour un interrogatoire. Enfin, depuis le 28 janvier, le bus scolaire portant une plaque consulaire qui transporte la quinzaine d'élèves palestiniens de Bethléem vers le lycée français de Jérusalem ne peut franchir le même point de passage s'il n'y a pas un diplomate à bord. Sinon, la fouille des cartables est de rigueur. Toutes les protestations et les notes verbales sont restées jusqu'à présent sans effet.

18.06.08.

Michel Bôle-Richard

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article6328>

---

## 5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 5-1 La colonisation n'affectera pas les négociations sur le statut final".Les activités israéliennes de colonisation "n'affecteront pas les négociations sur le statut final" d'un Etat palestinien et ses "frontières définitives", a assuré dimanche la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice lors d'une conférence de presse à Ramallah.

"Aucune partie ne devrait prendre de mesure à ce stade qui pourrait porter préjudice au résultat des négociations. Il doit être clair que les Etats-Unis considéreront que ces activités (de colonisation) n'auront pas de conséquences sur le statut final des négociations, en particulier les frontières finales", a averti Mme Rice, en référence aux récentes annonces israéliennes de construction à Jérusalem-est.

Il s'agit d'une des critiques les plus nettes exprimées par l'administration américaine face à la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Elle a également estimé que la poursuite de la colonisation et les récentes annonces faites sur la construction de colonies "ont un effet négatif sur l'atmosphère des négociations et ce n'est pas ce que nous voulons".

Selon elle, les frontières devront être "négociées par les parties et selon les résolutions de l'ONU".

Mme Rice a par ailleurs averti que les projets et les nouvelles constructions dans les colonies affectaient "la confiance" des Européens dans le processus de paix israélo-palestinien.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a de son côté estimé lors de la conférence de presse que la colonisation israélienne "représente le plus important obstacle dans le processus de paix".

Une commission israélienne de planification urbaine a récemment approuvé un projet de construction de 1.300 logements dans un quartier de colonisation à Jérusalem-est annexé.

Les logements doivent être construits dans le quartier de Ramat Shlomo, qui comprend déjà quelque 2.000 unités d'habitation, dans la partie nord de la ville, selon la municipalité de Jérusalem.

Mark Regev, porte-parole du Premier ministre Ehud Olmert, a pour sa part réaffirmé auparavant les positions d'Israël. "Jérusalem c'est Jérusalem, et la Cisjordanie c'est la Cisjordanie", a-t-il dit.

Il faisait ainsi allusion au fait qu'Israël considère que la partie arabe de Jérusalem conquise durant la guerre de juin 1967 fait partie de son territoire et que les constructions de logements peuvent s'y poursuivre.

La communauté internationale, y compris les Etats-Unis, n'ont jamais reconnu cette annexion de Jérusalem-est, dont les Palestiniens veulent faire la capitale de leur futur Etat.

Mme Rice avait rencontré dans la matinée la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, le ministre israélien de la Défense Ehud Barak et le chef d'état major le général Gaby Ashkenazi.

Elle doit encore participer dimanche à Jérusalem à une discussion trilatérale avec Mme Livni et le négociateur palestinien Ahmad Qoreï. Dans la soirée elle est invitée à dîner par M. Olmert.

15 juin 2008

Sylvie LANTEAUME AFP

---

## 5-2 Quel futur pour Israel/Palestine? Un entretien avec Noam Chomsky et Ilan Pappé.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses des auteurs, mais doit être vu comme information

Interview réalisé par email par Frank Barat, journaliste et cameraman amateur basé a Londres entre Avril et Juin 2008.

[Interview d'Ilan Pappé-Noam Chomsky](#)

Merci d'avoir accepté cet entretien.

J'aimerais, tout d'abord connaître les sujets sur lesquels vous travaillez et dont vous souhaiteriez nous parler.

**Ilan Pappé** : Je termine actuellement plusieurs livres. Le premier traite de manière concise de l'histoire de

l'occupation israélienne en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, un autre évoque la minorité palestinienne en Israël et enfin je termine un ouvrage édité comparant la situation en Palestine à celle de l'Afrique du Sud.

**Noam Chomsky:** Divers articles, débats, etc... Je n'ai pas suffisamment de temps en ce moment pour mener d'autres projets majeurs.

Un député britannique a récemment déclaré, à propos d'Israël, avoir ressenti un changement notable au cours de ces cinq dernières années.

Aujourd'hui, les députés britanniques soutiennent des EDM (Early Day Motions\*) condamnant plus que jamais Israël et ce même député précise qu'il est désormais possible d'émettre des critiques à l'égard d'Israël y compris lorsqu'on s'exprime sur les campus aux Etats-Unis.

De même, ces dernières semaines, John Dugard, enquêteur indépendant sur le conflit israélo-palestinien auprès du Conseil des Droits de l'Homme pour les Nations Unies, a déclaré que "la terreur palestinienne était le résultat inévitable de l'occupation", le Parlement européen a adopté une résolution exposant "la politique d'isolement de la Bande de Gaza en tant qu'échec tant sur le plan politique qu'humanitaire".

Enfin les Nations Unies et l'Union Européenne ont condamné Israël pour son usage excessif et disproportionné de la force dans la Bande de Gaza.

Peut-on interpréter cela comme un changement d'attitude envers Israël ?

**Ilan Pappé:** Ces deux exemples indiquent un changement de l'opinion publique et de la société civile. Malgré cela, le problème reste le même depuis soixante ans: ces élans et ces énergies ne se concrétisent pas et n'ont pas vocation à être traduites, dans un futur proche, en politiques réelles sur le terrain. Et le seul moyen de soutenir la transition d'un appui de la base vers des politiques concrètes est de développer l'idée de sanctions et de boycott. Ceci peut donner une orientation claire et une direction à prendre pour les nombreux militants et les organisations non-gouvernementales qui ont montré leur solidarité à la cause palestinienne pendant toutes ces années.

**Noam Chomsky:** un changement très clair est apparu ces dernières années, sur les campus américains et dans les autres auditoires également. Il n'y a pas si longtemps, une protection policière faisait partie de tout débat critique à l'égard d'Israël, les réunions étaient interrompues, les assemblées très hostiles et injurieuses. C'est tout à fait différent aujourd'hui à quelques rares exceptions près. Les apologistes de la violence israélienne tendent souvent à être davantage sur la défensive plutôt qu'arrogants ou autoritaires. Mais la liberté de critique envers Israël est très réduite parce que les faits élémentaires sont systématiquement occultés. Ceci est particulièrement vrai dans le rôle décisif que les Etats-Unis prennent en tant qu'obstacle aux options diplomatiques, à miner la démocratie et à soutenir de manière indéfectible le programme israélien visant à saborder l'éventualité d'un possible règlement politique. Mais présenter les Etats-Unis comme un "intermédiaire légitime", quelque part incapable de poursuivre ses objectifs bienveillants est tout à fait révélateur et pas seulement dans ce domaine.

Le terme apartheid est de plus en plus utilisé par les Organisations non-gouvernementales pour décrire les actions israéliennes envers les Palestiniens (à Gaza, les TPO mais aussi en Israël même). La situation en Palestine et Israël est-elle comparable à l'apartheid en Afrique du sud ?

**Ilan Pappé :** Il existe des points communs mais également des différences. L'histoire coloniale porte en elle de nombreux chapitres communs et certains aspects de l'apartheid se retrouvent dans la politique qu'Israël mène contre sa propre minorité palestinienne et contre ceux des territoires occupés. Certains aspects de l'occupation sont malgré tout, pires que la réalité de l'apartheid sud africain et certains autres aspects dans le quotidien des citoyens palestiniens en Israël ne sont absolument pas comparables à ce que fut l'apartheid. Le point de comparaison essentiel est pour moi l'inspiration politique. Le mouvement anti-apartheid, l'ANC, les réseaux solidaires construits au fil des années en Occident, devraient inspirer une campagne pro-palestinienne plus précise et plus efficace. C'est pour cela que l'histoire de la lutte anti-apartheid doit être apprise plutôt que de s'appesantir à comparer le sionisme avec l'apartheid.

**Noam Chomsky:** Il ne peut y avoir de vraie réponse à cette question. Il existe des similarités et des différences. En Israël même, il y a de réelles discriminations mais on est très loin de l'apartheid en Afrique du sud. Dans les Territoires Occupés, l'histoire est toute autre. En 1997, j'ai prononcé un discours d'ouverture à l'Université Ben Gourion dans le cadre de l'anniversaire de la guerre de 1967. J'ai lu un paragraphe lié à l'histoire de l'Afrique du sud. Aucun commentaire n'a été nécessaire.

En y regardant de plus près, la situation dans les Territoires Occupés diffère de l'apartheid à de nombreux égards. Sur certains aspects, l'apartheid sud-africain fut beaucoup plus vicieux que ce qui se pratique en Israël et sur d'autres, on pourrait dire l'inverse. Pour prendre un exemple, l'Afrique du sud blanche existait par le travail noir. La grande majorité de la population ne pouvait être exclue. A un moment donné, Israël reposait sur une main-d'œuvre palestinienne bon marché et corvéable à merci mais ils ont été remplacés depuis longtemps par de petites mains venues d'Asie, d'Europe de l'Est et d'ailleurs. Les Israéliens seraient soulagés si les Palestiniens disparaissaient. Et on peut dire que les politiques qui prennent forme, suivent de près les recommandations de Moshe Dayan pendant la guerre de 1967: les Palestiniens "continueront de vivre comme des chiens et ceux à qui ça ne plaît pas, peuvent partir". D'autres recommandations encore pires ont été émises par certains humanistes américains de gauche grandement reconnus. Michael Walzer, par exemple, de l'Institute of Advanced Studies à Princeton et rédacteur du journal démocrate socialiste Dissent, a émis l'idée voilà 35 ans, que les Palestiniens étant des "marginaux de la nation", on devrait leur "donner les moyens" de partir. Il parlait des citoyens palestiniens en Israël et c'est une idée largement reprise encore récemment par l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman et relayée aujourd'hui parmi les principaux courants d'opinion en Israël. Je mettrais de côté les vrais fanatiques comme le professeur de droit d'Harvard, Alan Dershowitz qui déclare qu'Israël ne tue jamais de civils mais seulement des terroristes ce qui reviendrait à dire que "terroriste" signifie "tué par Israël"; et qu'Israël devrait avoir pour objectif un ratio de 1000 pour zéro ce qui sous-entend "exterminer les brutes". Ceci est lourd de sens lorsqu'on sait que ceux qui défendent de telles idées sont largement respectés dans les cercles les plus éclairés

aux Etats-Unis et même en Occident. On peut imaginer ce que seraient les réactions si de tels propos étaient tenus à l'égard des Juifs.

Pour revenir à la question, il n'y a pas de réponse claire à apporter sur une possible analogie.

-Israël a annoncé récemment le boycott de la conférence des Nations Unies sur les Droits de l'Homme à Durban "parce qu'il serait impossible d'empêcher cette conférence de devenir un festival d'attaques anti-israéliennes" et a également annulé une réunion avec des officiels costaricains sous le prétexte que ce pays reconnaît formellement l'Etat palestinien. Le fait qu'Israël refuse toute forme de critique à son encontre pourrait-il se retourner contre elle ?

**Ilan Pappé:** On peut espérer que ce retournement de situation se produise un jour. Mais tout est lié à un équilibre des pouvoirs sur un plan global et sur un plan régional, pas uniquement aux excès israéliens. Les deux points, c'est à dire l'équilibre des pouvoirs et l'intransigeance israélienne pourraient être liés dans le futur. Si un changement apparaissait dans la politique menée par les Etats-Unis ou si son rôle hégémonique dans la région venait à changer alors l'attitude inflexible d'Israël pourrait conduire certains pays à adopter une position plus critique envers Israël et accentuer la pression sur l'état juif afin qu'il cesse sa politique d'occupation et de dépossession de la Palestine.

**Noam Chomsky:** On peut s'accorder ou pas de ces décisions mais elles n'impliquent absolument pas "un refus de quelque critique que ce soit envers sa politique". Je doute que ces décisions-là puissent jouer contre Israël ou même avoir le moindre écho.

- Comment Israël pourrait-elle trouver un accord avec une organisation qui refuse de reconnaître son existence et dont le fondement même repose sur l'idée de destruction de l'Etat juif ? Si le Hamas souhaite vraiment cet accord, pourquoi ne reconnaît-il pas Israël ?

**Ilan Pappé:** La paix se règle entre ennemis, pas entre amoureux. Le résultat final du processus de paix peut être une reconnaissance politique islamique sur la place des Juifs en Palestine et au Moyen-Orient en général, soit dans un Etat propre soit dans un Etat "partagé". L'OLP a entamé des négociations sans changer ses idées ce qui n'est pas si différent lorsqu'on parle de l'attitude à l'égard d'Israël. Donc la solution réside dans l'élaboration d'un texte, d'une solution et d'une structure politique qui intègrent un ensemble et qui permettent à toutes les nationalités, ethnies, religions et ideologies de cohabiter.

**Noam Chomsky:** Pour le Hamas, reconnaître Israël, ce serait comme si le Kadima reconnaissait la Palestine ou si le parti Démocrate aux Etats-Unis reconnaissait l'Angleterre. On peut se demander si un gouvernement dirigé par le Hamas doit reconnaître Israël ou si un gouvernement mené par le Kadima ou le parti Démocrate doit reconnaître la Palestine. Jusqu'ici tous ont refusé de le faire, bien que le Hamas ait au moins appelé à la possibilité d'une solution à deux Etats, comme le long processus international s'accorde à le faire alors que le Kadima et le parti Démocrate refusent d'aller aussi loin, restant sur une position de rejet que les Etats-Unis et Israël affichent de manière isolée depuis plus de 30 ans. Mais pour ce qui est des mots, lorsque le Premier Ministre Olmert déclare devant le Congrès américain, qu'il croit "à notre droit éternel et historique sur la totalité de cette terre" et qu'il y reçoit une ovation, il fait sans aucun doute référence non seulement à la Palestine du Jourdain jusqu'à la mer mais également à l'autre rive du Jourdain, fief historique du Likoud, une revendication qui n'a jamais été officiellement abandonnée, à ce que je sache. Pour ce qui est du Hamas, je pense qu'ils devraient renoncer à cette partie de leurs revendications et passer de l'idée d'une solution à deux états à l'idée de reconnaissance mutuelle. Il faut quand même garder à l'esprit que ses positions restent plus ouvertes que celles d'Israël et des Etats-Unis.

-Ces derniers mois, Israël a accentué ses attaques sur Gaza et évoque la possibilité d'une attaque terrestre imminente, il y a aussi une forte présomption sur son implication dans l'assassinat du leader du Hezbollah, Mughniyeh et appelle à de plus fortes sanctions (y compris militaires) contre l'Iran.

Pensez-vous que les velléités guerrières d'Israël puissent la mener à sa propre perte?

**Ilan Pappé:** Oui je pense que l'agressivité se fait plus forte et Israël se montre de plus en plus hostile non seulement à l'encontre de la Palestine mais aussi à l'encontre du monde arabe et de l'Islam. L'équilibre militaire du pouvoir aujourd'hui réside dans la présence d'Israël mais cela peut changer à tout moment en particulier si les Etats-Unis réduisaient leur soutien.

**Noam Chomsky:** J'ai écrit il y a quelques dizaines d'années que ceux qui se proclament "défenseurs d'Israël" sont en réalité les défenseurs de sa dégénérescence et probable auto-destruction. Je crois également depuis longtemps que le choix très clair d'Israël de renforcer sa politique sécuritaire et ce, depuis le refus de paix global proposé par le président Sadat en 1971 pourrait très bien mener Israël à sa perte.

-Que faudrait-il pour que les Etats-Unis retirent leur soutien inconditionnel à Israël?

**Ilan Pappé:** Hors de ses frontières, un effondrement de sa politique au Moyen-Orient, en particulier à travers l'échec de l'un de ses alliés. Ou bien mais c'est moins probable, la montée d'un contre-pouvoir européen. Sur son territoire, une crise économique majeure et le succès des forces de coalition actuelles qui travaillent au sein de la société civile pourraient provoquer ce changement.

**Noam Chomsky:** Pour répondre à cette question, il faut connaître les sources de ce soutien. Le secteur industriel aux Etats-Unis qui dessine les contours de la politique à mener, paraît tout à fait satisfait de la situation actuelle. L'un des indicateurs est le flux d'investissement en Israël d'Intel, Hewlett Packard, Microsoft et d'autres leaders de l'industrie high tech. Les relations militaires et de renseignements restent très fortes. Depuis 1967, les intellectuels vivent une histoire d'amour avec Israël pour des raisons qui sont d'abord propres aux Etats-Unis selon moi. Cela affecte lourdement l'image qui est donnée des événements dans les medias et les journaux américains. Les Palestiniens sont faibles, dispersés, isolés et n'apportent rien en matière de concentration des pouvoirs aux Etats-Unis. Une large majorité des Américains soutiennent le consensus international d'une solution à deux Etats et appellent même à une égalité de l'aide entre Israël et la Palestine. Sur ce point et tant bien d'autres domaines, les

deux principaux partis sont en décalage avec la population. 95% des Américains pensent que leur gouvernement devrait davantage prêter attention à l'opinion de la population, un avis rejeté parmi les élites (parfois de manière très claire, d'autres fois de manière plus discrète). La prochaine étape plus impartiale serait une "promotion démocratique" au sein même des Etats-Unis. Au delà de ce point, il faudrait que certains événements mènent à une nouvelle répartition des intérêts parmi les élites.

-www.counterpunch.org a publié le mois dernier un débat très intéressant comparant les solutions à 1 ou 2 Etats. Ceci est parti d'un article de Michael Neumann établissant "la solution à 1 Etat comme une illusion" suivi d'autres articles d'Assaf Kfoury titré "Un ou deux Etats? – Un Débat Stérile Fondé sur de Fausses Alternatives" ou de Jonathan Cook "Un ou Deux Etats, non, le problème est le Sionisme".

Quelle est votre opinion sur ce point et pensez – vous que les faits sur le terrain (colonies, déviations de routes...) provoqués par Israël puissent encore laisser une place à une solution à 2 Etats?

**Ilan Pappé:** Les événements sur le terrain ont condamné la solution à 2 états depuis bien longtemps. Les faits ont démontré qu'Israël n'a et n'aura jamais la volonté de laisser naître un état palestinien autre qu'un état apatride fait de deux bantoustans en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza sous un total contrôle israélien.

Il existe déjà un état et le défi est d'en changer sa nature et son régime. Que le nouveau régime et la base constitutionnelle soient bi-nationaux ou démocratiques voire les deux n'est pas si élémentaire à cet égard. Tout contexte politique qui pourrait remplacer la conjoncture raciste est la bienvenue. Et une telle situation devrait également permettre le retour des réfugiés et l'installation définitive des émigrés les plus récents.

**Noam Chomsky:** Il faut faire la distinction entre propositions et plaidoyers. On peut proposer que chacun doive vivre en paix. Cela devient un plaidoyer lorsque lorsqu'on dessine un schéma précis allant d'un point A à un point B. A mon sens, une solution à un seul état n'a pas grand sens, elle en a avec deux états. On a pu défendre une telle thèse de 1967 jusqu'au milieu des années 70 et c'est ce que j'ai fait, à travers de nombreux écrits, conférences et dans un livre. Les réactions, dans une grande majorité, n'ont été que fureur. Après que l'idée de droits nationaux pour les Palestiniens ait fait son chemin au milieu des années 70, il est devenu possible de prôner le bi-nationalisme (et je continue de le faire) mais seulement par le biais d'un accord à 2 états en accord avec le consensus international. Cette résultante, probablement la meilleure envisageable à court terme, est quasiment parvenue à son terme lors des négociations de Taba en janvier 2001 et selon les participants, aurait pu être atteinte si ces négociations n'avaient été interrompues par le Premier Ministre israélien, Barak. Cela fut le moment depuis 30 ans où les deux états "réjectionnistes" (U.S.A et Israel) ont brièvement mais sérieusement considéré s'aligner sur le consensus international et l'instant où un accord diplomatique a semblé pouvoir voir le jour. Beaucoup de choses ont changé depuis 2001 mais je ne vois aucune raison de croire que les conditions de l'époque ne puissent exister aujourd'hui.

Il est intéressant et je dirais même édifiant de voir que les propositions d'une solution à 1 seul état soient communément admises aujourd'hui contrairement à l'époque où sa revendication était réalisable et ne débouchait que sur des condamnations. Aujourd'hui de telles propositions sont publiées dans le New York Times, le New York Review of Books et ailleurs. On en conclura qu'elles sont acceptables aujourd'hui parce qu'irréalisables – elles restent des propositions au lieu de revendications. En pratique, les propositions apportent de l'eau au moulin du rejet américano-israélien et sapent progressivement l'unique solution bi-nationale .

Il y a deux options pour les Palestiniens aujourd'hui. L'une est l'abandon de l'attitude réjectionniste américano-israélienne et un accord reprenant les lignes de ce qui fut évoqué à Taba. L'autre possibilité est la continuation des politiques actuelles qui mène inexorablement à l'intégration de ce que souhaite Israël: au minimum, le Grand Jérusalem, les zones qu'incluent le mur de séparation (ou d'annexion désormais), la Vallée du Jourdain et les colonies de Ma'aleh Adumin et Ariel (ainsi que les liens entre ces deux colonies). Le reste (Etat Palestinien) se verra découpé en cantons ingouvernables, par de vastes infrastructures, des centaines de points de contrôles et autres dispositifs qui condamneront les Palestiniens à continuer à vivre comme des chiens.

Il ya ceux qui pensent que les Palestiniens devraient tout bonnement laisser Israël prendre le contrôle total de la Cisjordanie et poursuivre leur mouvement de revendication de droits civils et une lutte anti – apartheid. Mais c'est une illusion. Ils vont maintenir les politiques actuelles et refuseront de céder la moindre responsabilité aux Palestiniens disséminés dans la région qu'ils souhaitent voir intégrée au territoire israélien.

-Au cours de mon récent voyage en Israël / Palestine, j'ai pu noter de manière évidente (en parlant avec les gens sur place, en lisant la presse ou en regardant la télévision) qu'il existe un point qui semble grandement effrayer Israël: un boycott. Etes – vous en faveur de ce type d'action et pensez-vous qu'il puisse avoir un effet?

**Ilan Pappé:** J'y suis tout à fait favorable et je crois que ça pourrait avoir des conséquences notables sur le terrain.

**Noam Chomsky:** Les boycotts ont parfois du sens. Pour exemple, de telles actions contre l'Afrique du sud ont été efficaces même si l'administration Reagan s'est dédouanée des sanctions en déclarant l'ANC de Nelson Mandela comme organisation terroriste (en 1988). Les actions furent efficaces parce qu'un travail de terrain a été opéré en termes d'éducation et d'activisme. Avant d'être mis en place, ce boycott a reçu un soutien conséquent aux Etats-Unis via les parties politiques, les métiers et même le secteur industriel. Rien de tout cela n'a été fait de près ou de loin dans le cas qui nous intéresse. De ce fait, tous les appels au boycott se retournent inévitablement contre les Palestiniens qui subissent des politiques toujours plus dures et plus brutales.

Les boycotts, s'ils sont clairement formulés, ont parfois du sens: le boycott des fabricants d'armes qui fournissent Israël ou de Caterpillar Corporation qui livrent des équipements pour la destruction de la Palestine.

Ces opérations sont totalement illégales et les boycotts pourraient trouver un écho auprès de l'opinion publique.

Les boycotts sélectifs peuvent aussi avoir un effet sur des états beaucoup plus violents et cruels qu'Israël, comme les Etats-Unis. Evidemment, sans le soutien massif et sa participation, Israël ne pourrait pas poursuivre sa politique expansionniste illégale et ses autres crimes. Il n'y a pas d'appel au boycott contre les Etats-Unis pas par principe mais à cause du pouvoir de cette nation – des faits qui soulèvent d'évidentes interrogations relatives à la

légitimité morale d'actions menées contre ses clients.

-De retour d'Israël et de Palestine, il y a quelques semaines, le Directeur de l'ICAHN (Comité Israélien contre les destructions de maisons palestiniennes) au Royaume-Uni a déclaré qu'après Annapolis, "pas un pas n'avait été fait (...) au regard de la "judaisation" du pays j'ai un sentiment de dégoût et de colère". Pensez-vous que la résistance palestinienne (presque toujours pacifique jusqu'ici à l'exception du Hamas) pourrait revenir à une lutte armée et engendrer une troisième Intifada encore plus violente?

**Ilan Pappé:** Il est difficile de répondre à cette éventualité, en théorie c'est une possibilité, la question est de savoir si les résultats seraient différents des deux premiers soulèvements, mon sentiment est que c'est fort peu probable.

**Noam Chomsky:** Mon avis a toujours été que les leaders palestiniens ont toujours fait le cadeau à Israël et à ses soutiens aux Etats-Unis de recourir à la violence et d'appeler à la révolution – en dehors du fait, au delà des considérations tactiques, que le recours à la violence porte en lui une très lourde charge en terme d'arguments. Rien n'est plus utile aujourd'hui à Israël et aux faucons américains que l'utilisation de rockets Qassam qui les autorisent à pousser des cris d'effroi concernant le droit d'accroître le taux de mortalité à l'infini (toute victime étant classée comme terroriste).

J'ai également le même avis que certains de mes amis (comme Edward Said et Eqbal Ahmad) qui ont été en contact avec les leaders palestiniens : une opposition non-violente aurait eu des perspectives considérables dans l'optique d'un succès. Et j'y crois toujours, c'est même la seule perspective possible.

-Sur quels sujets, les Organisations non-gouvernementales et caritatives travaillant pour la justice en Palestine devraient se concentrer dans les prochains mois?

**Ilan Pappé:** Ils savent ce qu'ils doivent faire et je n'ai pas de réels conseils à leur donner. Je crois qu'ils nous donnent des lignes directrices par leurs appels au boycott et de telles initiatives comme celles-là peuvent être très utiles. Mais le plus important serait qu'ils poursuivent leur combat pour la réconciliation et l'unité du peuple palestinien.

**Noam Chomsky:** L'urgence au quotidien est la lutte contre les violations inacceptables des droits de l'homme les plus élémentaires et les implantations illégales soutenues par les Etats-Unis ainsi que les projets de développement voués à miner tout accord politique. Au delà, il faut essayer d'établir la base d'un combat réussi menant à un accord prenant en compte les demandes légitimes des différentes parties – c'est un travail difficile, contraignant, qui réclame dialogue et organisation mais qui est la base d'une avancée en terme de justice et de paix. J'ai déjà exposé ce que cela comporte, par exemple commencer par une promotion efficace de la démocratie dans la superpuissance au pouvoir.

\*Les Early Day Motions

Il s'agit des motions dont la discussion est renvoyée à un jour prochain. Elles sont généralement déposées par les députés " de base ", qui n'ont que peu de chances de voir leurs autres motions discutées. Presque jamais débattues, elles permettent cependant d'attirer l'attention sur un sujet et de mesurer le soutien obtenu au nombre de signatures recueillies.

Mardi 17 Juin 2008

[http://www.alterinfo.net/Quel-futur-pour-Israel-Palestine-Un-entretien-avec-Noam-Chomsky-et-Ilan-Pappe\\_a20877.html?PHPSESSID=62ba13784bbed96375ea747bac165a32](http://www.alterinfo.net/Quel-futur-pour-Israel-Palestine-Un-entretien-avec-Noam-Chomsky-et-Ilan-Pappe_a20877.html?PHPSESSID=62ba13784bbed96375ea747bac165a32)

---

## Rapport : Cessez-le-feu à Gaza après un an de blocus.

Les informations contenues dans ce site web vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences.

Si vous réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ce bulletin, merci de tenir compte de cette réserve. Toute citation ou extrait devrait inclure une référence aux sources originales.

Toute utilisation par des sites web commerciaux nécessite l'autorisation écrite d'IRIN. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs 2008.

Copyright © IRIN 2008

Après un an de blocus strict de la bande de Gaza, les habitants de l'enclave assiégée ont des raisons d'être optimistes, depuis la mise en œuvre d'un accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, le 19 juin, à six heures du matin, heure locale.

Le Hamas, groupe islamique qui contrôle Gaza depuis le renversement, en juin dernier, des forces du Fatah, faction rivale fidèle au président Mahmoud Abbas, ne reconnaît pas Israël, et le gouvernement israélien lui-même ne négocie pas directement avec le groupe islamique.

Pourtant, les deux parties ont consenti, sous les auspices de l'Egypte, à cesser les hostilités. Les Palestiniens de Gaza espèrent que cet accord permettra de mettre fin aux sanctions imposées sur les carburants, et à l'interdiction d'exporter et d'importer une majorité de produits.

Ces 12 derniers mois, surtout depuis la fin de l'année 2007, Israël a en effet limité les importations à un minimum de carburant et de produits essentiels, tels que les vivres et les médicaments. La fermeture des points de passage a abouti à une recrudescence de la contrebande dans l'enclave.

« Les seules chaussures que j'arrive à trouver pour mes enfants sont celles qui ont été passées en contrebande depuis l'Egypte », a récemment expliqué à IRIN un habitant de Gaza. « Elles sont de moins bonne qualité et plus chères que celles que nous achetions avant. Trop chères, en fait ».

Les points de passage ont également été fermés à la circulation d'une majorité d'habitants, coincés dans

l'enclave, à l'exception d'une brève période au cours de laquelle les militants avaient détruit des pans du mur frontalier entre l'Égypte et la Palestine.

« Le seul moyen de partir, c'est de monter sur une Qassam », a lancé un Palestinien, sur le ton de la plaisanterie, employant le nom générique donné aux roquettes tirées par les militants palestiniens sur le sud d'Israël.

Ces roquettes suscitent des craintes chez bon nombre d'habitants et ont fait plusieurs victimes civiles.

« Cela ne fait qu'un an, et les sanctions les plus strictes n'ont été mises en place qu'en octobre. Cela ne fait pas longtemps, mais les sanctions se font déjà sentir », a indiqué Antoine Grand, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Gaza.

### **Les agriculteurs sans emploi**

En raison du blocus, les agriculteurs, qui cultivaient essentiellement pour l'exportation, ne peuvent pas exporter leur production ni recevoir de semences et de fertilisants.

Ce blocus, auquel viennent s'ajouter les pénuries de carburant qui empêchent les paysans d'entretenir leurs champs, a contraint bon nombre d'entre eux de cesser leurs activités.

Globalement, selon les observateurs, la situation humanitaire à Gaza s'est aggravée au cours des 12 derniers mois depuis la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, mais la crise a pu être évitée, essentiellement grâce aux efforts des organisations humanitaires.

« Personne ne meurt de faim à Gaza parce que l'UNRWA [l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens] et le PAM [le Programme alimentaire mondial] nourrissent une majorité de la population », des propos maintes fois entendus par IRIN au cours d'entretiens avec plusieurs hauts responsables humanitaires.

« Ils empêchent les populations de sombrer », a ajouté une travailleuse humanitaire, qui a souhaité conserver l'anonymat, n'ayant pas été autorisée à s'exprimer au sujet d'autres organisations.

Mais même l'aide massive apportée par les Nations Unies et les organisations non-gouvernementales (ONG) n'a pas pu compenser l'impact de ce siège sur les infrastructures de Gaza.

Les hôpitaux et autres institutions ne parviennent pas à obtenir les pièces détachées et la machinerie lourde dont ils ont besoin. L'équipement et les produits manquants vont des appareils de radiologie aux articles plus simples, tels que les ampoules électriques, les stylos ou le papier.

L'interdiction de circulation a également pénalisé de nombreux patients, qui n'ont pas pu quitter la Bande pour être soignés, ainsi que des médecins, qui n'ont pas pu suivre de formation spécialisée à l'étranger.

De même, les pêcheurs et les chauffeurs ont des difficultés à réparer leurs bateaux et leurs voitures sans matériel importé de l'étranger. Selon M. Grand du CICR, les prises de sardines, au mois d'avril de cette année, ne représentaient que 28 pour cent des captures enregistrées à la même période, en 2007.

### **Suspension des opérations de développement**

Les opérations de développement, déjà ralenties en raison des sanctions financières internationales imposées après la victoire du Hamas aux élections de 2006, ont été d'autant plus paralysées après la prise de contrôle.

« Il nous restait à peine quelques semaines avant d'achever l'installation d'un réservoir d'eau destiné à assurer un approvisionnement régulier en eau salubre à 30 000 habitants de Rafah », a indiqué Martha Meyers, de CARE International.

CARE n'étant plus en mesure d'importer l'acier, les pompes, les canalisations et autres biens nécessaires, le projet a été suspendu et l'équipe a décidé de se concentrer sur une station de pompage-relais (le matériel nécessaire se trouvant déjà dans l'enclave), même si cela n'était pas son objectif principal.

« On ne peut pas priver les populations des produits essentiels dont elles ont besoin, juste parce qu'on est en colère contre les dirigeants palestiniens », a remarqué avec frustration un spécialiste du développement.

### **Source : IRIN**

20 juin 2008 (IRIN)

<http://www.irinnews.org/fr/...>